

**P. 6 Grand format**  
Sécuriser durablement  
l'eau potable de  
la métropole lyonnaise

**P. 8 D'intérêt général**  
Les politiques de  
solidarités locales face  
au défi du vieillissement  
de la population

**P. 15 Traits d'union**  
Faciliter la rénovation  
énergétique des  
bâtiments communaux

# portéo

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



# le billet de...



**Béatrice Tourette,**  
déléguée régionale du groupe La Poste  
en Auvergne-Rhône-Alpes

À l'issue des élections municipales, j'adresse mes plus sincères félicitations aux élus qui ont reçu la confiance des citoyens. Leur engagement au service de l'intérêt général est essentiel pour accompagner les transitions économiques, sociales et environnementales qui façonnent l'avenir de nos territoires.

Plus que jamais, le groupe La Poste se tient aux côtés des acteurs publics locaux. Partenaire historique, nous accompagnons les collectivités dans leurs projets, qu'il s'agisse de renforcer les services de proximité, de soutenir la transition écologique,

d'innover au service des usages ou de favoriser la cohésion sociale. Grâce à l'engagement de nos équipes et à la complémentarité de nos expertises, nous agissons concrètement pour répondre aux attentes des habitants et des élus.

À travers les témoignages et initiatives présentés dans ce numéro, *Postéo* illustre la vitalité de cette dynamique collective et notre ambition commune : faire vivre des territoires durables, solidaires et innovants.

En accompagnant grâce à un prêt vert Eau du Grand Lyon, La Banque Postale soutient un projet structurant au service de la gestion durable de l'eau, ressource essentielle face au changement climatique. Dans le même esprit de responsabilité, le don d'ordinateurs à des associations locales contribue à réduire la fracture numérique et à favoriser l'inclusion.

Le groupe La Poste confirme son rôle d'acteur citoyen, proche des acteurs locaux, capable d'allier performance économique, impact environnemental et utilité sociale au cœur des territoires.

Je vous souhaite à tous une très belle lecture !



Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Auvergne-Rhône-Alpes. **Directrice de la publication :** Béatrice Tourette. **Rédactrice en chef :** Caroline Warin Chateaux. **Rédacteurs :** Bertrand Bertoncello, François Sennepin, Sandrine Hallade, Babatounde Bello. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, Adobe Stock. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** 11h45, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Paragon. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2026. Ce document est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9 rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.



## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Facteur de fierté

7

millions de plis électoraux distribués  
par les facteurs de la région lors  
des municipales 2026.



BIODIVERSITÉ

### Les facteurs, messagers de la nature

La Poste renforce son engagement en faveur de la protection de l'environnement en signant une convention de mécénat avec la Fondation pour la nature et l'homme (FNH). Des facteurs sont intervenus dans plusieurs écoles primaires de la région pour sensibiliser les élèves aux enjeux de la préservation de la biodiversité et les encourager à participer au concours scolaire « J'agis, je plante » organisé par la FNH, visant à végétaliser les cours d'écoles. Parallèlement, depuis 2015, La Poste soutient des initiatives concrètes à travers le programme Climat + Territoires, qui a accompagné près de 100 projets de préservation et de renaturation partout en France. Parmi eux, une opération de plantation d'arbres à Ancy (Rhône) illustre cet engagement local.



SERVICE

### L'offre Codes & Examens s'étend

La région compte 205 sites postaux dédiés aux prestations Codes & Examens (épreuves théoriques générales du Code auto, moto et bateau) et prévoit l'ouverture de 14 nouveaux sites en 2026 à la périphérie des grandes métropoles pour favoriser la mobilité et l'accès aux bassins d'emploi pour tous. Côté certifications, le passage de l'examen d'anglais Toeic poursuit son développement sur toute la région. Un nouveau site a vu le jour à Villard-de-Lans, dans le Vercors, et les premières sessions, pouvant accueillir jusqu'à 40 candidats, ont eu lieu fin avril. Pour 2026, l'ambition reste inchangée : garantir un service fiable, moderne et performant pour les candidats et les partenaires.

## Chiffres clés

42 891

**emplois** (directs, indirects et induits) soutenus par les activités du groupe La Poste en Auvergne-Rhône-Alpes.  
(Source : étude La Poste 2025, méthode Utopies.)

71

**bureaux de poste** en Haute-Savoie, 56 La Poste agences communales (LPAC) et 47 La Poste relais ou partenaires à la fin de l'année 2025.

## Chiffres clés

20

**ans**, c'est l'âge de La Banque Postale. Créée en 2006, elle accompagne aujourd'hui plus de 10 millions de clients.

804

**bureaux de poste** dans la région, dont 79 situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, à la fin de l'année 2025.



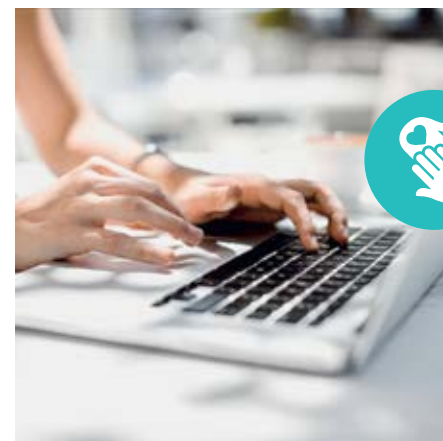
INCLUSION SOCIALE

## Favoriser l'emploi des femmes

La cinquième édition de DuoMixity a permis à des femmes éloignées de l'emploi de découvrir les métiers de La Poste grâce à une journée d'immersion organisée avec France Travail. Cette année, 25 sites postaux de la région ont accueilli 16 candidates. Pour France Travail, ce format est un levier essentiel : « Cette journée permet de booster leur confiance et de confirmer un projet professionnel », souligne Sylvie Bertrand, chargée de relations partenariales France Travail en Auvergne-Rhône-Alpes. Avec 55 femmes accompagnées depuis 2022, DuoMixity s'impose comme un rendez-vous majeur pour favoriser l'égalité des chances. La Poste et France Travail souhaitent élargir encore le dispositif et renforcer l'accompagnement.



POUR EN SAVOIR PLUS  
SCANNEZ  
LE QR CODE  
CI-CONTRE



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

## Réemploi numérique pour l'inclusion

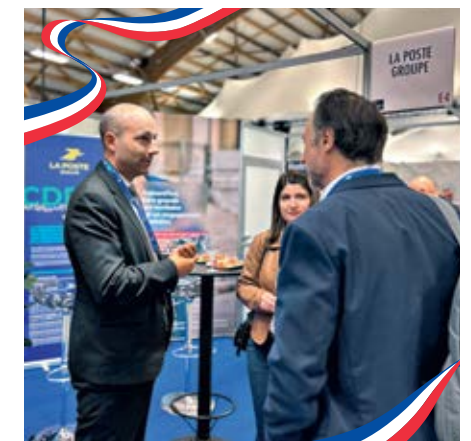
En Isère, La Poste a offert du matériel informatique reconditionné à deux associations, Weavers et Pimms Médiation Isère, pour soutenir l'économie circulaire et l'inclusion numérique. Pour Sophie Eyraud-Rocher, cheffe de projet chez Weavers : « Ces équipements sont essentiels pour permettre à nos bénéficiaires de franchir des étapes clés vers l'autonomie, comme la recherche d'emploi ou les démarches administratives en ligne. » Cette action s'inscrit dans un programme régional, avec près de 400 équipements distribués en Auvergne-Rhône-Alpes cette année. La Poste montre ainsi comment solidarité, réemploi et inclusion numérique peuvent se combiner pour accompagner les publics éloignés du numérique.



RENCONTRE

## Comprendre l'envers du décor postal

Le 3 avril dernier, les membres du Medef 43 ont été accueillis à la plateforme de préparation et de distribution du courrier (PPDC) du Puy-en-Velay pour une visite de site. Conduite par son président, Jérôme Chalaye, cette rencontre a réuni 60 participants. « Cela nous a permis de mieux comprendre le fonctionnement de la PPDC, un maillon clé pour nos entreprises, directement lié à la qualité du service de La Poste. » Roman Carlier, du cabinet d'assurances Vigouroux, a souligné l'intérêt de cette immersion, estimant qu'elle offre « une meilleure appréhension de l'envers du décor de La Poste ». De son côté, Olivier Guillemain, directeur de l'établissement postal, a noté la surprise des participants face au nombre d'indicateurs utilisés pour piloter au quotidien un site d'une telle envergure.



RENDEZ-VOUS

## La Poste aux salons des maires 2026

La Poste réaffirme sa mobilisation aux côtés des élus locaux en participant aux salons des maires, des communes et des intercommunalités de la région, organisés de juin à décembre 2026 dans 10 départements. Sur plusieurs rendez-vous, la présence conjointe de La Poste et de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) illustre une volonté renforcée de proximité et de coopération avec les territoires. Pour les élus, ces salons constituent une opportunité privilégiée de découvrir l'ensemble des solutions proposées par La Poste : financement des projets locaux, accompagnement des seniors pour favoriser le maintien à domicile, ou encore des offres de cybersécurité pour protéger les données publiques. À travers cette participation, La Poste confirme son rôle de partenaire de confiance des collectivités, engagé dans un service public moderne, fiable et utile à tous les territoires.

# Sécuriser durablement l'eau potable de la métropole lyonnaise

**La Banque Postale et la Banque des Territoires financent la modernisation de l'usine de la Pape, un site clé pour sécuriser l'eau potable de la métropole de Lyon, à hauteur de 40 millions d'euros, sur un projet total de 64 millions d'euros.** La rénovation de l'usine de la Pape, à Rillieux-la-Pape (Rhône), est un projet stratégique. Eau du Grand Lyon est l'établissement public qui gère la production et la distribution de l'eau potable sur la métropole lyonnaise. Les travaux, dont l'achèvement est prévu fin 2028, transformeront l'usine en un site plus performant, plus sûr et plus durable. La modernisation des équipements et l'évolution des procédés de traitement amélioreront la qualité de l'eau tout en réduisant l'empreinte environnementale. Les gains énergétiques attendus permettront d'aligner le site avec les objectifs écologiques de la métropole.

Les communes de la métropole de Lyon sont alimentées en eau potable par la nappe phréatique du Rhône.



« La Banque des Territoires est fière d'accompagner Eau du Grand Lyon dans son projet stratégique de rénovation de l'usine de la Pape. Ce site constitue un maillon essentiel de la résilience du système d'alimentation en eau potable de la métropole lyonnaise. Pour un investissement global de 64 millions d'euros, la Banque des Territoires s'engage à hauteur de 30 millions d'euros via un prêt Transformation écologique. Ce projet illustre la bonne synergie entre les deux structures et incarne notre engagement collectif pour un service public de l'eau durable et accessible à tous les habitants de la métropole. »

**Philippe Jusserand,**  
directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes de la Banque des Territoires

« Cet accompagnement nous permet de sécuriser durablement l'alimentation en eau potable de la métropole. Notre priorité, c'est que les habitants disposent d'une eau potable de qualité disponible en permanence. Nous devons garantir que l'eau potable reste accessible en moins de trois heures en cas de crise. Le deuxième enjeu concerne la qualité de l'eau. La filière doit être adaptée à l'évolution de l'eau du lac, dont la qualité s'est dégradée avec le changement climatique. Il faut aussi répondre aux nouvelles exigences réglementaires, notamment sur les micropolluants. Enfin, cette nouvelle usine sera capable de traiter à l'avenir une seconde ressource en eau, celle de la Saône. »

**Mathilde Pittet,**  
responsable des finances d'Eau du Grand Lyon



« La Banque Postale contribue au financement à hauteur de 10 millions d'euros. Engagées aux côtés des collectivités pour bâtir un avenir durable, La Banque Postale et la Banque des Territoires mobilisent leur expertise et leurs ressources pour accompagner Eau du Grand Lyon dans son projet de transition écologique et sociale. Ce partenariat, porté par deux acteurs engagés, reflète une vision commune d'un avenir plus durable, plus sûr et plus solidaire pour les territoires. Grâce à cette rénovation, la métropole de Lyon bénéficiera d'une infrastructure modernisée, capable de répondre aux défis écologiques et sociaux des prochaines décennies. »

**Ewa Nowicki,**  
directrice régionale Centre-Est de La Banque Postale

**30 millions d'euros**  
de la Banque des Territoires et 10 millions d'euros de La Banque Postale financent la modernisation de l'usine.



**POUR EN SAVOIR PLUS**  
SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE



# Les politiques de solidarités locales face au défi du vieillissement de la population

**Viellissement de la population, isolement des personnes âgées, précarité sociale ou numérique... Selon l'Insee, 2,8 millions de personnes de plus de 60 ans devraient se trouver en perte d'autonomie en 2050, contre moins de 2 millions aujourd'hui. Face à cette réalité, les politiques de solidarités locales doivent être pensées dès maintenant et s'ancrer dans les réalités de chaque territoire.**

Dès leur début de mandat, les élus sont confrontés à un défi : répondre aux problématiques de leurs administrés les plus fragiles dans un cadre budgétaire contraint. Pour cadrer leur action et construire une politique de solidarités locales efficiente, ils doivent disposer d'une connaissance fine de leur territoire. Encore faut-il pouvoir identifier les publics vulnérables, et se comparer à des villes similaires...

## Cartographier les fragilités pour mieux décider

En début de mandat, la réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS), une obligation légale pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) des communes de plus de 1 500 habitants, apporte un premier éclairage. En agrégeant les données de l'Insee, de la CAF ou de la CPAM enrichies par près de 220 indicateurs cartographiés, l'outil de La Poste permet de croiser des données sociales, démographiques et territoriales afin de repérer les zones à risque d'isolement ou les publics les

plus fragiles. Parmi les 220 indicateurs, trois indicateurs sont exclusifs à La Poste : flux de mobilités résidentielles, risques de non-recours aux soins ou aux prestations sociales. Ainsi, le CCAS de Tergnier (Aisne) s'est appuyé sur La Poste pour réaliser son ABS afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. À Allonnes (Sarthe), l'ABS a fourni le socle pour structurer deux projets phares du mandat – un pôle seniors et une résidence autonomie – en phase avec les besoins réels des habitants.

## Anticiper le vieillissement et la perte d'autonomie

Pour répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, les collectivités doivent passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Résultat : des dispositifs de détection précoce des fragilités se déploient progressivement dans les territoires.

Le programme Icope, par exemple, conçu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et déployé avec l'appui du groupe La Poste, permet de repérer les premiers signes de perte d'autonomie directement au domicile des personnes âgées, notamment celles éloignées des parcours de soins. Grâce à l'intervention de facteurs formés, ces évaluations contribuent à anticiper les situations de dépendance et à orienter les seniors vers des accompagnements adaptés. En Corrèze, 8 000 seniors ont été informés du dispositif par les facteurs, à domicile.

## Préserver le lien social, au quotidien

Le maintien à domicile, souhaité par plus de 9 Français sur 10<sup>(1)</sup>, suppose des services réguliers dans la durée, délivrés par des partenaires de confiance. Le portage de repas en est une illustration concrète : à Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le CCAS a confié ce dispositif à La Poste. Observations, échanges, remontées d'alertes vers les services municipaux... Au-delà de la livraison, le facteur assure une veille sociale à chaque passage. En 2025, 12 millions de repas ont été livrés à domicile par les postiers, témoignant d'un besoin grandissant et d'une relation de confiance entre les collectivités et La Poste.

(1) Chiffre du ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

## À Auch, le patrimoine postal favorise le bien vieillir



Ouverte en décembre 2025, la résidence services seniors d'Auch illustre la manière dont le groupe La Poste accompagne les collectivités face au vieillissement de la population. Porté par La Poste Immobilier<sup>(1)</sup>, le projet a transformé un bâtiment postal patrimonial du XVIII<sup>e</sup> siècle, attenant à un bureau de poste, en 35 logements destinés à des seniors autonomes. Exploitée par Les Jardins d'Arcadie, la résidence propose des espaces communs, des services de proximité et l'accompagnement quotidien d'une « postière-régisseuse » chargée d'assurer accueil et lien social. Menée avec la Banque des Territoires et le groupe Acapace, l'opération contribue à la fois à la revitalisation du centre-ville et au maintien de l'autonomie des habitants âgés. Cinq résidences services seniors ont déjà été livrées par La Poste Immobilier en cœur de villes moyennes, au cours de ces quatre dernières années.

(1) Filiale du groupe La Poste.

Témoignage  
“”

« Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs. »

**Patrick Lafon,**  
Président de l'Union départementale des CCAS 91

## Domiserve facilite l'action sociale des collectivités locales

Filiale de La Banque Postale dédiée aux services à la personne et premier émetteur du Cesu (Chèque emploi service universel), Domiserve accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre et le pilotage de leurs politiques sociales. Grâce au Cesu social, elle permet de sécuriser le versement d'aides comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la prestation de compensation du handicap (PCH), en garantissant leur utilisation effective pour des services à domicile. En complément, ses solutions de télégestion facilitent le suivi des interventions au domicile des bénéficiaires, avec une facturation basée sur les prestations réellement réalisées. Cette approche offre aux collectivités une meilleure visibilité sur l'utilisation des aides, tout en simplifiant les démarches pour les bénéficiaires et les acteurs de terrain. À l'image de la Seine-Saint-Denis (4 000 bénéficiaires) ou de l'Ardèche (900 bénéficiaires) pour le versement du Cesu social, et de la Vienne (1 200 bénéficiaires) où s'ajoute également la télégestion, Domiserve accompagne aujourd'hui plus d'un tiers des Départements dans la gestion de leurs dispositifs d'action sociale.

## RÉPONDRE AU DÉFI SOCIAL DU VIEILLISSEMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ

Face au vieillissement de la population et à la montée des précarités sociale et numérique, le groupe La Poste accompagne les collectivités dans leurs actions au service des personnes les plus vulnérables.

### AGIR POUR LE MAINTIEN À DOMICILE DES PUBLICS ÂGÉS ET FRAGILES

**12 millions**

de repas distribués par les facteurs pour faciliter le maintien à domicile des personnes vulnérables

**287 000**

bénéficiaires des services d'accompagnement du groupe La Poste pour des publics âgés et fragiles

**500 000**

bénéficiaires du Cesu social pour le versement de l'APA<sup>(1)</sup> et de la PCH<sup>(2)</sup> via Domiserve

### AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE ET NUMÉRIQUE

**1,7 million**

de personnes accompagnées via des actions de médiation dans 665 bureaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

**809 000**

personnes détectées, accompagnées ou formées dans l'usage du numérique par le groupe La Poste

**541 000**

bénéficiaires de dispositifs d'inclusion bancaire de La Banque Postale ayant pu percevoir des prestations sociales



Plus de **85 000** chargés de clientèle et conseillers bancaires en bureau de poste, facteurs et livreurs, en relation avec les clients

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.  
(2) Prestation de compensation du handicap.  
Source : groupe La Poste – données 2025.

# Traits d'union

## #dynamiser

En 2026, La Poste renforce, en Auvergne-Rhône-Alpes, ses actions pour faciliter la distribution du courrier et améliorer les conditions de travail des facteurs, en partenariat avec les élus locaux.

**P. 12**

## #accompagner

Face à la montée des démarches administratives dématérialisées, les 51 France services de la région jouent un rôle déterminant. Elles assurent une présence de proximité essentielle, en particulier dans les zones rurales, de montagne et périurbaines.

**P. 14**

## #décarboner

La Poste Immobilier propose aux collectivités une solution de rénovation énergétique visant à améliorer la performance de leurs bâtiments et à réduire leurs consommations. Un service simple, efficace et conçu pour répondre aux besoins des communes.

**P. 15**



# #dynamiser

La Poste agit avec les collectivités pour faciliter la distribution du courrier

**En Auvergne-Rhône-Alpes comme sur tout le territoire, La Poste renforce en 2026 son action pour améliorer l'accès aux boîtes à lettres des particuliers. L'objectif est double : garantir une distribution plus fiable pour les habitants et améliorer les conditions de travail des factrices et facteurs.**

« Sur le terrain, nos équipes rencontrent encore des situations qui compliquent la tournée : adresses incomplètes, boîtes aux lettres absentes, non normalisées ou installées à l'intérieur des propriétés, accès difficiles, chemins dégradés... Ces obstacles ont un impact direct sur la qualité du service rendu aux usagers et sur la sécurité de nos facteurs », souligne Hervé Chalendard, directeur des métiers de

la distribution à La Poste dans la région. Pour y répondre, La Poste a engagé une démarche structurée : diagnostic précis des communes, échanges renforcés avec les collectivités et accompagnement des particuliers et des professionnels vers la mise en conformité. « Dans la région, la coopération avec nos élus est déterminante pour adapter les actions aux réalités locales, qu'il s'agisse d'améliorer l'adressage, de sécuriser les accès ou de revoir l'implantation des boîtes jaunes », ajoute Hervé Chalendard. En 2026, les rencontres avec les maires s'intensifient et les actions de sensibilisation des communes auprès de leurs administrés se déploient progressivement. La Poste souhaite mener ce travail dans un esprit de partenariat, au service de la qualité du service public postal et de la cohésion territoriale.



## Accompagnement renforcé pour les nouveaux élus de l'Allier



La Commission départementale de présence postale territoriale de l'Allier (CDPPT 03) a participé, le 21 mai dernier, au forum des nouveaux élus organisé par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), la préfecture et le département de l'Allier. À cette occasion, une journée de formation et d'information était destinée aux élus récemment entrés en fonction à l'issue des dernières élections municipales. « Nous disposons d'un espace dédié sur le stand de l'AMF pour présenter les règles de présence postale sur les territoires, ainsi que les solutions La Poste relais commerçants et les La Poste agences communales », précise François Sennepin, vice-président de la CDPPT 03. Ces échanges ont permis d'apporter des informations essentielles aux 22 % de maires élus pour la première fois les 15 et 22 mars dans les communes de plus de 3 500 habitants du département.

## La Poste renforce sa présence postale au plus près des Haut-Savoyards

**La Poste expérimente en Haute-Savoie un nouveau modèle de présence postale en s'appuyant sur le réseau Ma Conciergerie Locale.**

Ce partenariat permet d'implanter des La Poste relais directement au sein de conciergeries de proximité, offrant aux habitants un accès simplifié aux services postaux du quotidien. Quatre points sont déjà ouverts à Gaillard, Cran-Gevrier, Pringy et Meythet, où les clients

peuvent affranchir et déposer leurs courriers et colis, ainsi que retirer leurs colis lorsqu'ils choisissent ce mode de livraison en ligne. La Haute-Savoie compte 174 points de services, répartis entre des bureaux de poste, des La Poste agences communales et des La Poste relais ou partenaires. L'intégration des conciergeries dans ce maillage illustre la volonté de La Poste d'adapter sa présence aux évolutions des territoires et aux attentes des habitants.



## Un service postal au pôle d'innovation collaboratif de Clermont-Ferrand

**Situé au cœur du Parc Cataroux, à Clermont-Ferrand, haut lieu du patrimoine industriel de Michelin, le PIC (pôle d'innovation collaboratif) constitue un espace résolument tourné vers l'innovation.**

Il rassemble plus de 2 000 postes de coworking, 97 studios de coliving, un espace bien-être ouvert au public, un espace

de restauration, ainsi qu'une salle de conférence modulable accueillant des événements culturels et musicaux en soirée. Dans cet environnement créatif et collaboratif, La Poste est présente en proposant un point relais pour le dépôt et le retrait de plis et de colis ainsi que leur affranchissement. La Poste s'inscrit pleinement dans la philosophie du lieu : favoriser les interactions, renforcer les services de proximité et contribuer à une expérience globale propice à la créativité et aux échanges.



# #accompagner

## La mission renforcée du réseau France services en Auvergne-Rhône-Alpes

**Le réseau France services en Auvergne-Rhône-Alpes constitue un outil essentiel pour garantir l'égalité d'accès aux services publics.**

Avec 51 structures réparties sur l'ensemble du territoire, il assure une présence de proximité dans les zones rurales, de montagne, les quartiers prioritaires de la politique de la ville ou les zones périurbaines. Cette implantation permet d'être au plus près des habitants et de leurs besoins. « Notre rôle est de garantir que chacun puisse accéder à ses droits, sans être freiné par la distance ou par le numérique, souligne Véronique Asnar, responsable France services & Inclusion sociale et numérique à La Poste en Auvergne-Rhône-Alpes. Avec la généralisation des démarches en ligne, les France services jouent un rôle déterminant. Nous avons mis en place des permanences afin de renforcer leur attractivité et d'augmenter la fréquentation.

En Auvergne-Rhône-Alpes, nous avons plus de 100 permanences de partenaires nationaux et locaux assurées pendant l'année. » À Saint-Trivier-de-Courtes (01), le service pénitentiaire d'insertion et de probation accompagne les personnes en réinsertion. À Vorey-sur-Arzon (43), les habitants viennent chercher des conseils pour leurs projets de rénovation énergétique. À Serrières (07), les permanences notariales répondent à des besoins juridiques très concrets. Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, cette présence prend encore plus de sens. Les clients sont accompagnés dans leurs parcours d'insertion et leurs démarches en ligne, en lien étroit avec les acteurs locaux. Pour conclure, Véronique Asnar, souligne que, « pour les années à venir, la priorité est simple : renforcer l'accompagnement numérique et développer "l'aller vers" pour toucher les publics les plus éloignés. L'objectif reste le même : un service public accessible à tous. »



## Une permanence pour accompagner l'évolution professionnelle



**La France services du Chambon-Feugerolles (Loire) se distingue par l'intégration d'un service de conseil, gratuit et confidentiel, en évolution professionnelle ou pour envisager une reconversion ou la retraite. Elle accompagne un public très large, des salariés aux indépendants, ainsi que des jeunes, des seniors et des personnes en situation de handicap. Elle joue un rôle essentiel dans un territoire où de nombreuses petites entreprises n'ont pas de service de ressources humaines, en offrant un lieu neutre pour réfléchir à son avenir professionnel. Son action dépasse la commune puisqu'elle accueille également les habitants de La Ricamarie, de Firminy, de Roche-la-Molière et d'Unieux avec des permanences sur rendez-vous à La Poste.**

# #décarboner

## Une solution pour optimiser et transformer durablement les bâtiments communaux

**La Poste Immobilier lance une offre de services dédiés à la rénovation énergétique du parc immobilier des collectivités locales. « L'objectif est d'accompagner les communes dans l'analyse de leurs bâtiments et de leur performance énergétique », explique Vincent Revol, directeur régional adjoint de La Poste Immobilier Centre Est.**

L'accompagnement débute par un diagnostic complet portant sur la performance énergétique et environnementale des bâtiments, les obligations réglementaires ainsi que l'identification des principaux leviers d'économie. « À partir de cette analyse, nous proposons plusieurs scénarios de travaux adaptés au budget de la collectivité. Celle-ci choisit ensuite, sur nos conseils, le scénario à retenir », souligne Vincent Revol. Pour Hervé Medina, maire de Suze-la-Rousse (Drôme), « la rénovation énergétique est

essentielle mais très lourde à gérer pour une commune. L'offre clés en main est intéressante parce qu'elle prend en charge les diagnostics, l'administratif et l'accompagnement financier. C'est un service simple et vraiment utile pour les collectivités de petite taille. » L'avantage de cette offre réside dans son approche intégrée : un volet technique, environnemental et de conseil en performance énergétique, complété par des propositions de financement par La Banque Postale incluant la recherche de subventions et la mobilisation des certificats d'économie d'énergie. « Pensée notamment pour les communes, souvent démunies face à la complexité des projets de rénovation, cette offre se veut simple, lisible et opérationnelle : un pack clés en main », précise Vincent Revol. Avec cette nouvelle offre, La Poste Immobilier se positionne comme un partenaire de confiance des territoires pour concilier rénovation et transformation durable des bâtiments, maîtrise des dépenses et transition énergétique.



## La Poste propose une solution de réemploi de ses pneus



**Pour répondre à la loi Montagne, les véhicules neufs de La Poste sont équipés en pneumatiques toutes saisons. Les pneus « été » d'origine, peu ou pas usagés, peuvent ainsi être donnés. Grâce au réseau Chantier école, acteur de l'économie sociale et solidaire, La Poste s'est rapprochée de l'association Détours afin de lui proposer les pneus disponibles sur le territoire du Puy-de-Dôme et s'est engagée à renouveler ces dons. Ces pneus équiperont les véhicules du garage solidaire et du service de location solidaire de Détours, qui met à disposition une vingtaine de véhicules à tarif adapté. Objectif : faciliter l'insertion des personnes en difficulté et éviter, par exemple, une perte d'emploi faute de véhicule.**



# « Agir maintenant, c'est éviter que les fractures sociales ne s'aggravent »

Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation, **Antonia Höög** œuvre au quotidien pour éviter le renoncement aux droits et faciliter la vie de chacun, notamment dans les quartiers prioritaires et en ruralité. À travers son expérience des coopérations territoriales entre associations, entreprises et collectivités, elle décrypte la manière dont ces alliances permettent de répondre aux enjeux des solidarités locales.

## MINI-CV

**Depuis octobre 2025**  
Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation.  
En juin 2025, Keolis succède au groupe La Poste à la présidence du réseau national Pimms Médiation.

**Depuis septembre 2022**  
Directrice RSE du Groupe Keolis.

**2018-2022**  
Directrice Stratégie du Groupe Keolis.

**Depuis toujours**  
Passionnée par les enjeux sociaux et environnementaux.



# REFLEXIONS

## Pourquoi les solidarités locales sont-elles un enjeu stratégique du mandat municipal ?

Une étude récente<sup>(1)</sup> montre que les Français ont de moins en moins confiance dans les institutions nationales, mais qu'ils font encore confiance au maire de leur commune. C'est donc là, au niveau de cette maille locale, que l'on peut réparer les fractures sociales et accompagner les personnes vulnérables. La vulnérabilité ne doit surtout pas être perçue comme quelque chose de stigmatisant car nous serons tous vulnérables à un moment de notre vie. Ce qui compte, c'est d'avoir une société qui fait attention à ceux qui traversent un moment difficile, quelle qu'en soit la durée. Dans les actions de notre réseau Pimms Médiation, nous voyons surtout l'impact du vieillissement de la population et la digitalisation de la société, mais la vulnérabilité peut avoir d'autres raisons. Pour les collectivités, agir en faveur des solidarités locales bénéficie aux administrés, à leur bien-être, à leurs interactions sociales et économiques, et donc à l'attractivité du territoire.

## En quoi la mobilisation tripartite – associations, entreprises, collectivités – est-elle pertinente pour répondre à ces enjeux ?

Une personne vulnérable l'est rarement à un seul titre. Elle peut cumuler des difficultés numériques, de mobilité, d'accès aux droits, une précarité énergétique... L'association lui consacre une capacité d'écoute et du temps, difficiles à trouver auprès d'une administration, l'accompagne et l'oriente vers le bon acteur local pour répondre à ses besoins. Les entreprises partenaires ont souvent une mission de service public, elles apportent des savoir-faire, des ressources. Et pour la collectivité qui met en œuvre les politiques sociales sur son territoire, l'impact de cette mobilisation tripartite est un levier puissant de cohésion et d'attractivité territoriales.

C'est la complémentarité de ces trois cultures qui fait la force du dispositif et qui est source d'optimisme.

## Comment Pimms Médiation parvient à mobiliser concrètement ces acteurs ?

Les 36 associations Pimms Médiation fonctionnent chacune avec une gouvernance locale où siègent élus, entreprises partenaires et acteurs du territoire, pour définir la stratégie et les actions locales de Pimms Médiation. Des médiateurs sociaux interviennent, par exemple, dans des bureaux de poste lors des journées de versement des prestations sociales, moments où les besoins d'accompagnement sont plus intenses. Les médiateurs interviennent en pied d'immeuble, en lien avec les bailleurs sociaux, ou utilisent même des triporteurs électriques pour aller au contact de publics différents, pour les informer des aides existantes et faciliter l'accès aux services publics. Quelque 93% des demandes que nous recevons touchent au numérique, et cette tendance ne fera que s'accroître, surtout avec l'arrivée de l'intelligence artificielle. Agir maintenant, c'est éviter que ces fractures ne s'aggravent.

## En quoi le groupe La Poste est-il un acteur à part entière de ces coopérations ?

La Poste est partenaire de Pimms Médiation depuis sa création il y a 30 ans et La Banque Postale l'est depuis 2018 sur l'inclusion bancaire. La Poste a un ADN de service public, comme ses collaborateurs qui ont un socle d'engagement territorial très fort et une vraie culture du service au quotidien. La présence de La Poste partout sur le territoire permet un maillage complémentaire au nôtre. Des passerelles d'emploi permettent aussi à certains médiateurs de rejoindre La Poste, et le groupe fait régulièrement des dons de matériel informatique reconditionné pour équiper nos points d'accueil.



ÉCOUTEZ LE PODCAST  
D'ANTONIA HÖÖG « PARLONS  
IMPACTS POSITIFS »  
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) Étude Ipsos-Cevipof-AMF, juillet 2025.